

Index AI : PRE01/212/2011
15 April 2011

Irak. Amnesty International exhorte les autorités à faire preuve de retenue au camp d'Ashraf

Amnesty International engage les autorités irakiennes à s'abstenir de mener une intervention militaire injustifiée qui mettrait des vies civiles en danger, à l'heure où certaines sources font état de la mise en place d'un dispositif militaire de grande envergure dans un camp pour réfugiés iraniens au nord de Bagdad.

Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles des mouvements de troupes et des activités de construction à finalité militaire sont actuellement en cours à l'intérieur du camp, quelques jours seulement après l'offensive lancée contre celui-ci par les forces de sécurité irakiennes vendredi 8 avril, qui a fait plus de 30 morts et de nombreux blessés parmi les résidents du camp.

« Les résidents du camp d'Ashraf observent dans la peur et l'appréhension tandis que les troupes irakiennes semblent se préparer à lancer une nouvelle attaque contre eux et leurs foyers », a déclaré Malcolm Smart, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« Le gouvernement irakien ne doit pas permettre une redite des attaques mortelles du 8 avril et doit veiller à ce que les forces irakiennes s'abstiennent de mener une action militaire qui mettrait encore plus en danger la vie de civils.

« Les forces irakiennes sont censées être en position dans le camp pour protéger les résidents, pas pour les agresser ou les menacer et restreindre leurs mouvements. »

Le camp d'Ashraf (province de Diyala) se trouve à 60 kilomètres au nord de Bagdad. Il abrite quelque 3 400 exilés et réfugiés iraniens, dont beaucoup sont des membres et des sympathisants de l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple (OIMP) – un groupe d'opposition interdit en Iran.

D'après des porte-paroles de l'OIMP, jeudi 14 avril, plusieurs bataillons irakiens d'ingénierie ont achevé de construire un remblai long de 6 kilomètres sur la bordure nord de l'artère principale du camp d'Ashraf.

Ce remblai traverse le camp d'est en ouest et serait suffisamment large pour que des véhicules militaires puissent y patrouiller. Des tours de contrôle ont par ailleurs été érigées le long de celui-ci.

« Compte tenu de la nature et de l'envergure de ces nouvelles installations militaires, nous sommes vivement préoccupés par ce que les forces de sécurité irakiennes sont susceptibles de préparer », a ajouté Malcolm Smart.

« Il ne faut pas recourir à une force excessive contre les résidents du camp d'Ashraf, qui ne sont pas armés et parmi lesquels se trouvent beaucoup de femmes et d'enfants. »

Le 8 avril, 34 résidents ont été tués lorsque les forces de sécurité irakiennes ont essayé d'accroître leur

contrôle du camp. Un grand nombre des personnes tuées, six femmes et 28 hommes, ont succombé à des blessures infligées par les forces de sécurité irakiennes, qui tiraient à balles réelles. D'autres auraient été délibérément écrasées par des véhicules militaires.

Les autorités irakiennes affirment que leurs forces n'ont agi que dans le but de faire cesser une « émeute » dans le camp et nient que les troupes aient ouvert le feu, en dépit de nombreux éléments attestant le contraire.

Le 14 avril, les autorités irakiennes ont relâché six hommes qu'elles avaient arrêtés au cours de l'opération militaire du 8 avril. Peu après leur libération, ces hommes ont déclaré à Amnesty International qu'ils avaient été frappés et menacés d'expulsion vers l'Iran au cours de leur détention. Un d'entre eux, qui a parlé à Amnesty International depuis le camp le 14 avril, a déclaré que les soldats irakiens étaient alors en train d'encercler le camp.

Amnesty International a à de nombreuses reprises exhorté les autorités irakiennes à s'abstenir d'expulser de force les résidents du camp d'Ashraf, dont certains sont des réfugiés qui risqueraient fort d'être victimes d'actes de torture et d'autres graves violations des droits fondamentaux, en particulier d'une exécution, s'ils étaient renvoyés de force en Iran.